

Pour son 4^e discours sur l'état de l'Union, Michel est sur du velours

La relative bonne santé socio-économique du pays et une grève impopulaire placent le Premier ministre en position confortable avant son speech de rentrée. Reste à apporter des solutions à la mobilité.

MARTIN BUXANT

Tranquille. Pas les mains dans les poches, mais presque. «*La première année, j'étais le kamikaze; la seconde, j'étais un fasciste; la troisième, on m'a plombé avec des questions de fiscalité, cette année, on a que des bons résultats à présenter.*» C'est en substance ce qu'a confié le Premier ministre à son équipe alors qu'il mettait la dernière main à la déclaration sur l'état de l'Union. Un discours qu'il doit prononcer cet après-midi au Parlement fédéral et qui, traditionnellement, marque le coup d'envoi de la rentrée parlementaire.

Vous l'aurez compris: face à une opposition morcelée – on attend d'ailleurs beaucoup du nouveau patron du PS à la Chambre Ahmed Laaouej – et alors qu'une grève de la CGSP vient servir des arguments sur un plateau au gouvernement fédéral, Charles Michel est sur du velours. Grosso modo, trois chapitres dans la déclaration qu'il va formuler. Primo, aligner les chiffres et les résultats des réformes initiées depuis maintenant trois ans. Outillé par le Bureau du plan, la BNB, etc., Michel doit insister sur la réforme du marché du travail qui, selon ces organismes, permet à la Belgique d'être dans un trend «historiquement» positif en termes de création d'emplois, redire que le handicap

salarial se résorbe par rapport aux pays voisins, que la réforme des retraites est un élément indispensable du puzzle qui doit permettre à la Belgique de tenir la route dans les années à venir. Le Premier devrait également en remettre une couche sur les impôts (IPP, Isoc) qui baissent et le pouvoir d'achat qui, parallèlement, augmente. Bref, le cap socio-économique a été fixé et il n'est pas question de changer d'un iota la direction qui a été prise d'autant, va asséner le Premier ministre, que les résultats commencent à être tangibles.

«On nous a traités de kamikazes, puis de fascistes. Cette année, c'est vrai, tous les feux sont au vert.»

UNE SOURCE GOUVERNEMENTALE

Secundo, Charles Michel devrait prendre soin de dire quelques mots sur le chapitre international: il affectionne particulièrement le cadre européen et devrait insister sur la nécessaire relance de l'Union européenne; il ne manque d'ailleurs jamais une occasion de rappeler qu'il est proche des Premiers ministres luxembourgeois, néerlandais et français. Enfin, parce que c'est dans l'ADN de cette coalition gouvernementale, le Premier ministre devrait aussi s'épan-

cher sur le volet sécurité – même si la thématique a quelque peu été reléguée à l'arrière-plan et était davantage brûlante les années précédentes.

Charles Michel ne mettra la dernière main à son speech que ce matin, dans la foulée d'un conseil des ministres restreint lors duquel les vice-Premiers ministres seront consultés. Plusieurs éléments doivent encore être développés et la place qu'ils occuperont dans cette déclaration sur l'état de l'Union sera scrutée. La question de la mobilité (lire l'encadré) hante les citoyens de ce pays et il apparaît opportun que le Premier ministre apporte une réponse forte et concrète au désarroi des centaines de milliers de Belges qui ne savent plus à quel saint se vouer en la matière. En filigrane pointe évidemment la question bruxelloise: peut-on faire l'économie d'un véritable débat sur la gouvernance et la gestion d'une région, capitale de l'Europe, qui, hélas, devient davantage la risée du monde et de l'Europe chaque jour? Last but not least, réinsister sur l'importance des accords de Paris sur le climat: à l'heure où le président américain les met en danger, la Belgique serait bien avisée de dire et de redire combien le combat contre le réchauffement de la planète est le sien. Wait and see.

Une grève qui n'aura qu'une seule teinte, le rouge

Le front commun syndical est divisé sur la stratégie à mener, et la grève dans les services publics n'a pas fait l'unanimité. Seule la CGSP s'est lancée.

NATHALIE BAMPIS

Ce mardi 10 octobre, les piquets de grève dans les services publics n'afficheront qu'une seule couleur, le rouge. Rouge CGSP. On y verra peut-être ça et là quelques pointillés de vert ou de bleu, autant de petits points illustrant la solidarité syndicale au-delà d'une division clairement assumée.

Car division il y a. Comme souvent quand syndicats socialistes, chrétiens et libéraux discutent stratégie syndicale. «*Nous partageons entièrement les constats et les revendications, explique-t-on en interne à la CSC. Mais nos militants n'ont pas rejoint la CGSP sur la stratégie. Ils ont dit 'on ne suit pas,*

des dossiers sont encore en discussion au sein des organes de concertation, essayons plutôt de faire avancer les choses.»

«*On a estimé qu'une action de grève de 24h n'allait pas répondre à une problématique aussi large*», précise Marianne Lerouge, de la CSC-Transcom. Sur le rail d'ailleurs, la CSC estime aussi qu'il faut mener le combat avec les navetteurs, et non pas contre eux.

Division donc, sur le timing et la manière de mener le combat. Une histoire qui se répète d'ailleurs souvent. Et cette division parfois enflamme. On se souviendra notamment de cet épisode de mai 2016, lorsque la CGSP (déjà – encore – elle), était partie en grève seule contre l'avis de tous, y compris sa frange flamande. On avait à l'époque expédié le front commun syndical aux soins intensifs, certains craignant un décès imminent, et forcément définitif.

Toute petite tâche d'huile

À la fin du mois d'août, on a donc cru voir le morceau se rejouer. La CGSP sortant seule du bois pour déclarer une grève le 10 octobre. Un mouvement qui a fait tâche d'huile dans certaines centrales, mais de manière fort modérée. Les métallos du Brabant se joindront au mouvement, ainsi que la régionale FGTB Liège-Huy-Waremme.

Mais ni la CSC Services publics, ni le SLFP (CGSLB) n'ont lancé de mot d'ordre. Au mieux couvriront-ils leurs affiliés qui décident de venir soutenir leurs collègues du syndicat socialiste.

«Le front commun est uni sur la totalité des points. Et l'agenda de nos autres actions prévues se tiendra,

lui, main dans la main avec nos collègues.»

ROBERT VERTENUÉIL

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FGTB

Cette division est-elle grave? Elle mérite en tout cas d'être relativisée. Robert Vertenuéil, le secrétaire général de la FGTB explique: «Nous avons eu l'occasion de se voir et les choses sont claires, le front commun est uni sur la totalité des points. Et si ce n'est pas le cas

pour ce 10 octobre, l'agenda de nos autres actions prévues se tiendra, lui, main dans la main avec nos collègues.» Une communication commune devrait se faire prochainement.

Cette division sur la stratégie vient aussi de l'organisation des syndicats eux-mêmes. La FGTB a toujours été la première à dégainer. Pourquoi? Parce que ses centrales sont autonomes, et le feu part souvent de l'une d'entre elles. Après, c'est un peu... qui aime mon combat me suive. «Les centrales vont

parfois plus vite que le vélo, admet-on en interne à la FGTB. Et il est parfois de bon ton de décider les choses en commun. Mais à la CSC, on tourne beaucoup autour du pot...»

Du côté des verts en effet, les prises de décisions sont plus lentes. Il y a davantage de concertation entre centrales, et toute demande de grève doit être avalisée par la tête du syndicat. Et tout ça prend...du temps. Résultat, la FGTB affiche toujours une longueur d'avance.

MOBILISATION

LES TRANSPORTS PUBLICS À L'ARRÊT

À l'heure où vous lirez ces lignes, le mot d'ordre de grève décrétée pour ce 10 octobre par la FGTB et la CGSP sera déjà entré en vigueur. Et tout porte à croire que **la paralysie guette les transports publics tant en Flandre qu'en Wallonie**. Des piquets de grève ne sont pas exclus à certains endroits. Sur le rail, la **SNCB** s'attend à une perturbation assez importante du trafic. Même si la CSC-Transcom ne s'est pas inscrite sur la même ligne que la CGSP-Cheminots, les trains ne devraient pas beaucoup rouler aujourd'hui. La grève de 24 heures sur le rail se poursuivra jusqu'à 22h. La CGSP-Cheminots et ACOD, son aile néerlandophone, ont mobilisé leurs troupes pour créer un rapport de force. Les deux syndicats dénoncent notamment la décision du Fédéral d'imposer un service minimum (ou garanti) et les mesures d'économie imposées.

À Bruxelles, **la Stib** aussi prédit un trafic fortement perturbé. Selon la porte-parole Ann Van Ham, la société essaiera de tout faire pour que les

grands axes soient desservis en bus, métro et trams. Mais, précise-t-elle, «tout dépendra du nombre de collaborateurs qui seront présents». La Stib annonce qu'elle informera, dès 6h, ses usagers sur l'évolution du trafic et les axes où le service est assuré. Son contact center sera ouvert dès cette heure au 070/23.2000 et elle alimentera son flux sur les réseaux sociaux. Elle prévient aussi qu'il est fort probable qu'aucun métro ne circule sur la ligne 6 desservant le **stade Roi Baudouin**, où se tiendra le match Belgique-Chypre en soirée.

Le TEC wallon annonce que son réseau sera également paralysé, mais de façon différente en fonction des régions. Il souligne que les 900 circuits de transport scolaire vers l'enseignement ordinaire et spécialisé seront par contre tous assurés. Ses dirigeants rappellent, toutes fins utiles, que le mouvement qui handicaperait son réseau aujourd'hui n'est pas propre à son secteur. «Il ne s'agit pas d'une grève sectorielle des agents du Tec mais d'une action pour laquelle les organisations syndicales ont déposé un préavis couvrant les agents qui y participeront», concluent-ils. **PH. LAW.**